



MONTPELLIER 2020

La lettre de « Sursaut »

novembre 2013, n°8

Ce numéro est exceptionnellement consacré à la seule soirée « Controverses » qui a reçu Roland CAYROL. Nous avons tenu à en donner un large compte-rendu pour permettre à ceux qui n'ont pu y venir de prendre connaissance du contenu de l'intervention du politologue, et pour rappeler à ceux qui y participaient les grands axes de ses réflexions et de ses analyses. L'ensemble constitue une bonne toile de fond pour les débats qui traversent notre nation et notre cité.

Soirée « Controverses » du 24 octobre

Roland CAYROL : « Municipales 2014 : enjeux et risques ... »

Nul doute que la soirée passée avec Roland Cayrol représentera un des temps forts de nos rencontres « Controverses ». Les quelques 150 personnes qui y sont venues ne s'y sont pas trompées : le politologue, enseignant à Sciences Po, ancien directeur de l'institut de sondages CSA et commentateur politique de nombreuses émissions de télévision et de radio fut, rappelons-le, le secrétaire d'un des premiers laboratoires d'idée, le club Jean Moulin. Ce regroupement créé en 1958 s'était donné pour but de « refuser d'accepter la confiscation de la République » et s'était baptisé du nom symbolique d'un grand résistant. Stéphane Hessel en fut un des fondateurs, Claude Neuschwander l'une des « plumes ».



La situation nationale

Roland Cayrol a ouvert la soirée par des données générales sur la situation française pour mieux appréhender le contexte des municipales de mars 2014.

Les élections de mars, comme toute première élection succédant à un changement de présidence et de gouvernement, se présentent, par définition, comme l'occasion de votes sanctions. Elles reflètent nécessairement le désenchantement inhérent aux retombées des attentes et des rêves nées des campagnes présidentielles. En cela, la situation du Président Hollande dans les sondages, 23% seulement d'opinions favorables, doit constituer un réel motif d'inquiétude pour la gauche socialiste. Nos concitoyens ont, de plus, l'impression que « ça ne marche pas à la tête de l'Etat » : le Président alterne entre des positions de retrait autoritaire et des interventions dans le détail de la vie politique qui nuisent à sa crédibilité. L'affaire Léonarda en a constitué, en ce sens, une dernière brèche : un doute s'est désormais installé entre le Président et les français.



La situation économique n'est pas meilleure. Elle se mesure souvent à partir du chiffre du chômage, « *serpent de mer de l'explication politique en France* », mais pas seulement. Un Président doit savoir donner une lisibilité à sa politique économique et en assumer les orientations. Il est évident que la politique mise en œuvre est de type « *social libéral* » (terme plus exact que « social démocrate ») : pourquoi le Président et son gouvernement ne l'assument-ils pas et ne l'expliquent-ils pas ? Le terme « socialiste » pourrait y retrouver une lisibilité qui est en train de s'effacer actuellement. Pour Roland

Cayrol, il s'agit là d'un mal récurrent de la Vème République. A chaque fois le Président est incapable d'expliquer devant le peuple les infléchissements de ses orientations politiques par rapport à ses promesses électorales. Pourtant le peuple est assez grand pour le comprendre : ce qu'il n'admet pas c'est qu'on lui mente ou qu'on lui cache.

A ce problème s'ajoute un second qui est également récurrent dans la Vème République, celui des relations entre le Président et sa majorité. Quel est le rôle respectif des deux et comment peuvent-ils s'appuyer l'un sur l'autre ? La situation est toujours plus complexe avec des gouvernements de gauche car leurs partis sont composés de militants plus habitués au débat que ceux des partis de droite.

Un contexte qui dépasse la France

Beaucoup d'éléments qui font la vie politique de la France se retrouvent chez nos voisins Européens. Il arrive qu'on incrimine la constitution de la Vème République dans les malheurs de notre vie politique : un tour d'horizon des pays qui nous entourent montre que partout, quelles que soient les constitutions, l'on assiste à la même présidentialisation et à la même centralisation.



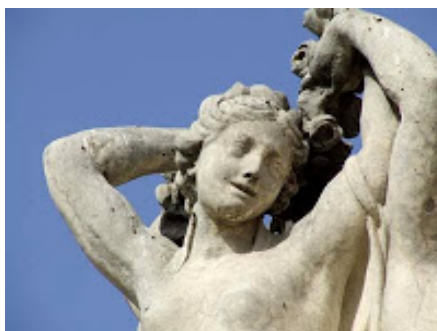
« Marianne » dessin de Plantu

L'on parle de la montée de l'extrême droite en France : les chiffres montrent que le nombre d'électeurs du Front National reste égal entre celui existant sous le père et celui actuel chez la fille. Ce sont les autres qui font défaut.

De même les idées d'exclusion d'extrême droite sont en progression dans toute l'Europe avec un changement très important : celui de l'hostilité aux musulmans. Il atteint en moyenne la taux de 55% d'opinions d'hostilité ou d'antipathie alors que celui exprimé envers les « arabes » est de 10 à 15 points inférieur.

Le risque majeur que fait courir cette progression n'est pas pour les municipales, il est pour les Européennes qui se dérouleront 3 mois après. Seule élection à la proportionnelle en un tour, elle est traditionnellement en France un vote de « défoulement » ou de « rancœur ». Beaucoup d'électeurs la délaissent et s'abstiennent par désintérêt : ceux qui y vont, par contre, sont portés par des motivations de forte réaction. Les partis extrêmes peuvent y faire des résultats inquiétants.

Les risques en France et à Montpellier



Montpellier « Les trois grâces » (détail)

Ils sont multiples.

S'il est vrai que le chiffre des électeurs du FN ne monte pas, rien ne garantit que les éléments de difficultés actuelles aussi bien politiques qu'économiques ne viennent radicaliser l'électorat qui pourrait s'y reconnaître.

Les deux principales régions françaises gangrenées par le FN sont le Nord et le Sud-Est. L'électorat n'y est pas le même. Dans le Nord, il s'agit d'un vote populaire ouvrier autrefois appartenant à l'électorat de gauche. Dans le Sud-Est, il est le fait d'artisans, de commerçants et de chefs de petites PME.

Il reste cependant probable qu'en France nous assistons à une vague bleue et non bleue marine. Les sondages politiques montrent qu'actuellement 1/3 des électeurs de gauche pensent s'abstenir aux municipales. Si nous ajoutons ces chiffres à ceux qui feront basculer leur vote en « vote sanction », rien n'est garanti pour la gauche, même à Montpellier.

Des propositions

Roland Cayrol a tenu, cependant, à ne pas conclure sur des propos pessimistes et fatalistes.

En tant que politologue, il sait d'abord que l'opinion est toujours réversible : une embellie de la situation économique suffirait à renverser ces tendances difficiles pour la gauche.



Il faut savoir surtout s'appuyer sur des réformes en cours ou mises en place et qui peuvent redonner une envie de participation à la vie politique chez des citoyens qui se sentiraient réellement concernés par elle. Un écart dangereux s'est creusé entre l'appareil politique et le « peuple de gauche ». Des propositions concrètes existent pourtant.

Développer d'abord les primaires ouvertes. Partout où elles sont organisées, elles montrent que « ça marche bien », que ce soit aux Présidentielles ou plus récemment à Marseille où elles ont permis de sortir d'une situation qui aurait été impossible sans elles.

Le non cumul des mandats est très positif, mais il faut savoir aller plus loin en adoptant le principe simple de « un homme (ou une femme) : un mandat ». Pourquoi la France est-elle la seule démocratie occidentale où ce n'est pas appliqué ? La seule exception peut être celui des mandats entre une ville et une agglomération (métropole demain) : les deux entités demandent une synergie qui peut ne pas être garantie avec deux têtes décidant d'agir de façon contraire.



Il faut, enfin, s'appuyer sur la vie associative. Les associations rencontrent, en France, un taux de sympathie et un taux de participation incroyablement forts.

Notre devoir est d'arriver à fabriquer quelque chose d'institutionnel qui soit plus dynamique et sorte de la sclérose actuelle des institutions républicaines et des réflexes de préservation de leurs mandats chez les élus.

Tribune libre : coup de gueule ...

Notre société peut secréter des choses intolérables : ce ne sont malheureusement pas toujours celles que les médias choisissent de mettre à la une jusqu'à nous en sursaturer.

Des fillettes de 10 ans défilent avec leurs parents dans la rue à Angers à la mi-octobre dans le cadre d'une "Manif pour tous". Elles brandissent des peaux de banane et scandent à l'adresse de la ministre de la Justice : "*La guenon mange ta banane !*".

Bien sûr, aucune réaction des autres manifestants autour, bien au contraire.

Les médias se font plus que discrètes !

La vidéo est pourtant visible sur "angersmag.info".

Où va l'humanité de nos démocraties ?

Comment choisissent-elles leurs indignations ?

Que dire de l'utilisation des enfants comme porte-paroles de propos racistes aussi primitifs ?

Au nom de quoi, enfin, des citoyens entendent-ils " manifester pour tous " ? Prétention bien dangereuse pour le moins, totalitariste pour le pire.

Joseph MORNET